

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE EN CRISE

LES ESPOIRS DÉÇUS DE LA TRANSITION  
MENÉE PAR CATHERINE SAMBA PANZA

PAR

A POLLINE GAGLIARDI (\*)

Un an après le déclenchement de la crise centrafricaine, le processus de stabilisation peine à obtenir des résultats satisfaisants. Jusqu'à aujourd'hui, aucune stratégie nationale viable n'a été élaborée et les querelles de *leaderships* régionaux pénalisent encore une sortie de crise. La République centrafricaine (RCA) peine aussi à mobiliser au-delà de ses voisins immédiats. Désormais remplacé par d'autres lieux de crise, ce pays enclavé d'Afrique centrale, écartelé entre ses puissants voisins, est devenu atone.

Malgré des améliorations significatives de la situation sécuritaire sur le terrain, celle-ci reste toutefois loin d'être stabilisée. La recherche de dénominateurs communs susceptibles de faciliter un retour, même précaire, à la paix n'a toujours pas abouti. Loin des craintes initiales de dérives religieuses ou génocidaires, le conflit centrafricain est surtout cantonné à un niveau presque « ordinaire » de violences et caractérisé par la persistance d'actes de banditisme ou de guérilla urbaine.

Quels sont les facteurs déclencheurs de la crise de 2013 en RCA ? Les opérations militaires et le très fort engagement international sur zone permettent-ils aujourd'hui d'envisager des perspectives crédibles de sortie de crise ? La présidente Samba Panza est-elle capable de mener à bien sa mission ?

Cet article revient sur l'arrière-plan historique et les ressorts de la crise centrafricaine. Il déconstruit les mécanismes de négociations à l'origine de l'équilibre fragile actuellement en place dans le pays. Il propose enfin une réflexion sur les chances d'une paix durable en Centrafrique.

(\*) Spécialiste de la République centrafricaine.

## AUX ORIGINES DE LA CRISE SOCIOPOLITIQUE CENTRAFRICAINE

*La contestation du régime de François Bozizé*

Après son accession au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat en 2003, le général François Bozizé est élu Président de la République centrafricaine en 2005.

Très vite, certains de ses soutiens sont déçus du partage du pouvoir qui s'opère à la suite des élections. Dès 2006, divers groupes politico-militaires émergent dans le nord-ouest et le nord-est du pays et contestent le pouvoir central.

De 2007 à 2011, différents accords de paix sont signés entre les groupes rebelles et le gouvernement afin de tenter de mettre un terme à l'instabilité, notamment en engageant des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR). Cependant, les multiples blocages, tant du côté du pouvoir que de l'opposition et des rebelles, entraînent une exacerbation des tensions. Un « dialogue politique inclusif » se tient finalement en décembre 2008. Il rassemble des représentants de la majorité présidentielle, des mouvements rebelles, des partis d'opposition, de la « société civile » et des observateurs nationaux et internationaux. Les participants s'accordent sur des recommandations visant notamment à améliorer la sécurité et à organiser des élections législatives et présidentielles en 2010.

Néanmoins, dès 2009, le président Bozizé refuse de mettre en œuvre des mesures qu'il considère comme dangereuses pour son maintien au pouvoir. De ce fait, la plupart des dispositions contenues dans les accords ne sont pas appliquées, tandis que les programmes DDR échouent. C'est dans un contexte de tensions politiques et de violences que les élections générales initialement prévues en 2010 sont plusieurs fois reportées. Elles se tiendront finalement le 23 janvier 2011. Controversées, elles consacrent néanmoins la victoire du Président sortant dès le premier tour (64,37%), tandis que son parti (la Convergence nationale Kwa Na Kwa) remporte la majorité au Parlement.

Alors qu'il est de plus en plus contesté, François Bozizé ne cesse d'ignorer les critiques. Sous la pression de ses proches, il s'accapare le pouvoir et bloque toute évolution du régime. Aucune réforme n'est engagée. Malgré la montée des tensions, le président se refuse à toute négociation. Le Tchad, soutien important du régime jusque-là, se détache progressivement du chef de l'Etat centrafricain, imité par plusieurs pays de la sous-région.

C'est dans ce contexte qu'au mois d'août 2012, la Seleka (« alliance » en sango), une coalition de groupes rebelles, se forme à partir du nord-est du territoire, une région particulièrement marginalisée. Ce mouvement est très hétérogène et, s'il semble être composé d'une majorité de combattants de confession musulmane, il rassemble surtout des hommes qui reprochent au Président de ne pas appliquer les recommandations des accords signés

depuis 2007. En décembre 2012, la Seleka, dirigée par Michel Djotodia (1), s'empare de plusieurs villes dans le centre et l'est du pays. L'armée tchadienne et la Micopax (2) doivent alors intervenir pour stopper les rebelles.

En janvier 2013, un nouvel accord de paix signé à Libreville prévoit un cessez-le-feu, le maintien du président Bozizé au pouvoir, l'organisation d'élections législatives ainsi que la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition. En février, un gouvernement d'union nationale est ainsi mis en place. La Seleka obtient plusieurs portefeuilles ministériels, dont la Défense, tandis que l'opposant Nicolas Tiangaye (3) est nommé Premier ministre. Malgré tout, le président Bozizé garde la mainmise sur des ministères-clefs. La répartition des postes est donc contestée par l'opposition et la rébellion.

Exaspérée par l'attitude du Président, la rébellion reprend les armes dès le mois de mars et s'empare cette fois de Bangui. Elle renverse François Bozizé, et Michel Djotodia se proclame Président. Un nouveau sommet est organisé en avril à N'Djamena sous l'égide de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) ; Nicolas Tiangaye conserve son poste et Michel Djotodia est élu chef d'Etat de la transition par un Conseil national de transition (CN), dont les membres représentent l'ensemble des préfectures centrafricaines et qui joue le rôle de parlement provisoire

### ***Un pays en situation de guerre civile : une nouvelle transition et des interventions armées comme solutions à la crise ?***

En réaction aux agissements de la Seleka, se forment des milices nommées « Anti-balaka » (« anti-balle AK », comprendre AK-47 ou Kalachnikov). Les hommes qui les composent sont souvent des habitants rassemblés en groupes d'autodéfense qui combattaient depuis plusieurs années les coupeurs de routes. Au fil du temps les Anti-balaka, à majorité chrétiens, rassemblent des opposants à la Seleka.

La crise s'enlisant, les rancœurs interconfessionnelles s'aggravent, instrumentalisées par les différents camps. Si la Seleka est officiellement dissoute, les hommes en armes qui la composent continuent d'agir. En représailles à leurs attaques, qui cibleraient en priorité des Chrétiens, des Anti-balaka s'attaquent à la population musulmane. Le pays entre alors dans un cycle de violences quotidien. Michel Djotodia ne parvient pas à maîtriser une situation qui dégénère.

Placée sous mandat des Nations Unies, une opération internationale se déploie début décembre 2013. Elle associe la Mission internationale de

(1) Homme politique et chef rebelle centrafricain, il crée l'Union des forces démocratique pour le rassemblement (UFDR) en 2006. Il prend la tête de la Seleka en 2012.

(2) Mission de consolidation de la paix en Centrafrique – mission de la Force multinationale des Etats d'Afrique centrale (FOMAC), mise en place en 2008.

(3) Avocat et homme politique centrafricain, il fonde la Ligue centrafricaine des droits de l'homme et un parti politique, la Convention républicaine pour le progrès (CRPS).

soutien à la Centrafrique (MISCA), une force africaine qui prend le relais de la Micopax, et les troupes françaises de l'opération Sangaris (4). L'objectif prioritaire des forces armées est de stopper le cycle de violences, puis d'aider le gouvernement transitoire à sécuriser le territoire et permettre la mise en place d'une nouvelle transition politique.

En janvier 2014, la CEEAC décide d'organiser un nouveau sommet extraordinaire à N'Djamena, afin de réfléchir aux possibilités de sortie de crise. Les membres du CNT sont convoqués dans la capitale tchadienne. Un changement de Constitution est voté. Le Président de la transition et le Premier ministre démissionnent. Alexandre-Ferdinand Nguendet (5), président du CNT, devient Président intérimaire ; il est chargé d'organiser l'élection d'un nouveau chef de la Transition.

Le 20 janvier, Catherine Samba Panza, jusque-là maire de Bangui, est élue Présidente de la transition, au second tour de scrutin, avec 75 voix contre 53 pour Désiré Kolingba, fils de l'ancien chef d'Etat André Kolingba (6). Le 25 janvier 2014, André Nzapayeké (7) est nommé Premier ministre et forme un gouvernement qui compte des représentants des Anti-balaka et de l'ex-Seleka.

A la suite de l'élection de Catherine Samba Panza, l'Union européenne (UE) décide du déploiement de l'opération Eufor-RCA, autorisée par les Nations Unies afin d'apporter à Sangaris et à la force africaine un appui pour la sécurisation de Bangui. La Présidente de la transition annonce par ailleurs très tôt son souhait de voir se déployer une force onusienne de maintien de la paix, qui permettrait de déployer un nombre plus important de soldats et ainsi de quadriller l'ensemble du territoire. Sur décision du Conseil de sécurité, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) prend en effet le relais de la MISCA le 15 septembre 2014.

Si l'action des forces internationales empêche que la situation ne dégénère totalement, la MISCA et Sangaris ne peuvent techniquement contrôler l'ensemble du territoire. Par ailleurs, la nature même des groupes armés évolue rapidement, ce qui complique la lecture et la gestion du conflit. Tant les Anti-balaka que les ex-Seleka sont des groupes très hétérogènes et divisés, qui ne répondent visiblement à aucune stratégie politico-militaire définie. C'est au gré des luttes de pouvoir qui les traversent et suivant des logiques de prédation qu'ils mènent leurs actions violentes. Au fil des mois, si la situation sécuritaire s'améliore sensiblement, l'éclatement de poches

(4) Le 5 décembre 2013, à la demande des autorités centrafricaines et après le vote de la résolution 2127 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la France lance l'opération Sangaris chargée de soutenir la MISCA.

(5) Homme politique centrafricain, ancien député, membre du Rassemblement démocratique centrafricain (RDC).

(6) Le général Kolingba accède au pouvoir après avoir renversé le président David Dacko en 1981. Il gouverne jusqu'à l'élection d'Ange Felix Patassé en 1993.

(7) Vice-président de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BDEAC), c'est un économiste reconnu dans la sous-région.

de violence en divers points du territoire apparaît néanmoins inévitable. La stabilisation du pays pâtit manifestement de l'absence de stratégie politique, nationale comme internationale, de résolution de la crise.

#### LA SOUS-RÉGION EN PANNE DE PERSPECTIVES

### ***La sous-région « pressée » de lancer un processus politique de réconciliation***

La résolution de la crise centrafricaine est confiée au Président congolais, Denis Sassou Nguesso. De son côté, Idriss Deby, le Président tchadien, historiquement très lié aux affaires politiques internes centrafricaines et président en exercice de la CEEAC, s'engage largement dans les différentes étapes de la médiation. En janvier 2014, lorsqu'il s'agit de trouver une nouvelle solution à la crise face à l'incapacité du président Djotodia à stabiliser la situation, c'est à N'Djamena que l'avenir de la République centrafricaine se décide.

Toutefois, on constate que progressivement le Tchad prend ses distances, du moins en apparence. Peu satisfait des orientations politiques prises à la suite du sommet de janvier 2014, le Président tchadien se place en retrait. C'est sur fond de tensions entre les présidents congolais et tchadien que le processus de résolution de la crise centrafricaine doit se réenclencher, mais il peine à obtenir des résultats tangibles.

Au mois de mai, le Président angolais se pose en acteur-ressource de la crise centrafricaine en réaction à un processus de réconciliation au point mort. Face à la mésentente entre les deux chefs d'Etat « médiateurs », qui impacte négativement le processus politique de sortie de crise, le chef de l'Etat angolais, Jose Eduardo Dos Santos prend l'initiative de les réunir (juin 2014). Si cette entrevue donne l'occasion aux chefs d'Etat d'échanger sur les enjeux de la crise centrafricaine, elle ne permet toutefois pas de mettre un terme aux rancœurs qui polluent les relations tchado-congolaises.

Fait significatif, la Présidente de la transition, Catherine Samba Panza, est quant à elle tenue à l'écart de cette rencontre. Quelques jours plus tard, lors d'une réunion qui rassemble les membres de la CEEAC autour du cas centrafricain, organisée à Malabo, la partie centrafricaine est à nouveau totalement marginalisée. Après plusieurs mois de médiation infructueuse, gérée de l'extérieur, les Centrafricains vivent cette dernière mise à l'écart comme un affront. En réaction, la partie centrafricaine se mobilise et veut peser dans les discussions qui rassembleront des représentants de la Communauté internationale – réunis dans un Groupe international de contact, GIC – et la médiation au mois de juillet à Addis-Abeba. Une délégation importante, dirigée par le Premier ministre, se rend donc en Ethiopie pour y représenter les autorités de transition et y défendre les intérêts centrafricains.

En réalité, la partie centrafricaine n'a que très peu d'impact sur les conclusions de la rencontre. C'est sous la pression d'acteurs extérieurs, notamment de l'exécutif congolais, que la décision est prise d'organiser, dans un délai particulièrement court de deux semaines, un forum politique à Brazzaville. Le GIC insiste quant à lui pour que les élections soient organisées dès février 2015, malgré les retards accumulés et l'impossibilité manifeste d'y parvenir, ne serait-ce que sur le plan logistique. Enfin décision est prise d'envoyer deux médiateurs internationaux supplémentaires à Bangui. A. Bathily pour les Nations unies et B. Maiga pour l'Union africaine sont chargés de participer à la relance du processus politique (8).

Si la réunion d'Addis est présentée comme un succès, elle se caractérise surtout par une accélération irréfléchie, la médiation cherchant à poser au plus vite les jalons d'un processus politique jusqu'ici figé. Aucune stratégie politique de fond n'est entérinée. Catherine Samba Panza, consciente des limites des décisions prises, mais enserrée dans des logiques nationales et sous-régionales contraignantes, ne s'oppose pas au processus qui se met en marche, pourtant consciente de son échec probable.

### ***Le Forum politique de Brazzaville entre précipitation et impréparation : des messages confus***

La préparation du Forum, de la définition de ses objectifs à la constitution de la liste des participants, souffre de la précipitation et des pressions exercées par la Communauté internationale, qui peine à parler d'une même voix. Très vite les relations se tendent entre les acteurs centrafricains et les acteurs de la médiation.

À l'origine, Brazzaville avait pour objectif principal de rassembler un large panel de représentants de partis politiques, de la société civile, des groupes armés, etc. afin de travailler à la conclusion d'un cessez-le-feu, de prévoir le désarmement et de définir un nouveau cadre politique de transition. Progressivement, il est toutefois décidé de se concentrer sur la conclusion d'accords avec les groupes armés, pour parer au plus pressé. Dans des délais si réduits, les autorités centrafricaines et la Communauté internationale sont incapables de définir clairement leur stratégie et les messages véhiculés aux acteurs centrafricains s'en trouvent ainsi brouillés.

En réaction, les autorités de transition font face à des contestations politiques grandissantes. L'Alliance des forces démocratiques pour la Transition (AFDT) et la plate-forme religieuse publient une déclaration annonçant leur refus de se rendre à Brazzaville. Ils souhaitent en effet se réapproprier le processus de réconciliation contre la tutelle imposée par les pays de la sous-région et la Communauté internationale et demandent que le dialogue se déroule à Bangui et que ses objectifs soient clairement définis. Leurs revendications ne sont pas prises en compte. Le Forum

(8) A. Bathily est un ancien ministre et diplomate sénégalais ; B. Maiga est un ancien ministre malien.

se verra donc amputé d'une partie importante de l'opposition politique centrafricaine.

Après plusieurs jours de concertations et de négociations, des documents de travail, proposés par un comité préparatoire – composé de représentants du gouvernement centrafricain – et amendés par les représentants de la communauté internationale à Bangui, sont finalement validés. Outre un accord de cessation des hostilités, base nécessaire pour engager tout processus politique, un projet d'accord destiné à préparer un programme de DDR est proposé. La répartition des quotas de participants par entité est par ailleurs fixée. Quelques heures avant les premiers départs pour Brazzaville, la liste nominative n'est cependant pas encore arrêtée.

Dans ce contexte d'improvisation manifeste, les objectifs du Forum apparaissent encore bien trop ambitieux. La présentation d'un projet de DDR approximatif, sans qu'aucune orientation politique précise ne soit définie, confirme que les acteurs engagés dans la résolution de la crise ont fait le choix de la précipitation, se refusant à capitaliser sur les enseignements tirés des dialogues précédents.

Cependant, pour le médiateur Denis Sassou Nguesso, le Forum de Brazzaville doit déboucher sur un accord. Il ne pourrait en assumer l'échec. Malgré l'absence de l'opposition politique, malgré le boycott de la plupart des réunions par les ex-Seleka et l'absence de dialogue direct entre les groupes armés, le Président congolais parvient à sauver le Forum en faisant signer un accord de cessation des hostilités aux participants. Les aspects politiques ne sont pas traités. Sur le terrain, l'accord est très vite contesté par certaines branches des ex-Seleka et violé par les groupes armés. A Bangui, la force européenne est prise à partie. Dans le Nord-Ouest, Anti-balaka et ex-Seleka s'affrontent. L'armée française est contrainte d'intervenir.

Succès d'apparence pour le médiateur congolais, l'accord n'a aucun impact concret sur les plans politique et militaire. Tentant de sauver les apparences, le Forum de Brazzaville est présenté comme un premier pas indispensable devant ensuite permettre d'organiser le processus politique. Deux autres étapes sont alors envisagées, tout d'abord l'organisation de consultations populaires dans les préfectures, puis la tenue d'un dialogue politique inclusif, à Bangui cette fois. La transition entre dans son huitième mois et le bilan, tant de la médiation internationale que des autorités centrafricaines, ne présage pas d'une résolution rapide de la crise.

#### LES ERREMENTS DE LA TRANSITION

##### *Une politique intérieure qui ne favorise pas la stabilisation*

Lors de la « célébration » des 100 jours de pouvoir de la Présidente de la transition, tous les regards se tournent vers la Centrafrique. Le bilan est sévère : si la situation sécuritaire s'est quelque peu apaisée, aucune avancée

réelle n'est constatée au plan politique. Le processus de « réconciliation » et l'organisation des élections sont au point mort.

Dès le début du mois de juin et la tenue de la réunion de Luanda, la révision de la Charte constitutionnelle est présentée comme une des solutions potentielles à la résolution de la crise centrafricaine. Adoptée en début d'année, la Charte est considérée comme bloquante parce que trop contraignante. Le remaniement du gouvernement, mais aussi la modification du Code électoral font également partie des pistes d'action.

Lors de la réunion de la CEEAC à Malabo fin juin, un plan d'actions est alors présenté aux chefs d'Etat et de gouvernement, lequel devait être validé lors de la réunion d'Addis-Abeba. Ce document propose un nouveau cadre de gestion de la transition et de sortie de crise, notamment une prolongation de la transition de six mois, la reconfiguration du gouvernement d'union nationale et la création de deux postes de Vice-Premier ministre, destinés à représenter équitablement les ex-Seleka et les Anti-balaka. Concernant la modification de la Charte constitutionnelle, plusieurs mesures sont suggérées, dont la remise en question de l'inamovibilité du Premier ministre, la possibilité pour tous les acteurs de la transition, excepté le chef de l'Etat, de se présenter aux prochaines élections et la recomposition du Conseil national de transition. Finalement, quelques mois seulement après la mise en place de la nouvelle transition, ses principes et règles sont remis en question, preuve de l'incapacité des acteurs impliqués dans la résolution du conflit de s'accorder sur une réelle stratégie de sortie de crise.

Quant au projet d'éviction du Premier ministre, il réapparaît fin juillet à la suite du Forum de Brazzaville. La principale préoccupation des acteurs politico-militaires centrafricains et de la communauté internationale à la suite du Forum est la nomination d'un nouveau Premier ministre et la constitution d'un nouveau gouvernement, alors qu'aucun accord politique n'a été conclu à Brazzaville. En lieu et place d'une modification de la Charte constitutionnelle, qui pourrait déclencher des contestations tant au plan national qu'international, les efforts se concentrent sur son contournement, en poussant notamment le chef de gouvernement à la démission.

Le 1<sup>er</sup> août s'ouvre alors une session extraordinaire du CNT. Dans son allocution d'ouverture, Alexandre Ferdinand Nguendet dresse un bilan sans concession de l'action du gouvernement. A l'issue de cette session qui doit durer quatre jours et dont l'objectif à peine voilé est d'écarter le chef du gouvernement, un remaniement gouvernemental doit être recommandé. Finalement, dès le 5 août, le Premier ministre présente officiellement sa démission après que Catherine Samba Panza lui a elle-même demandé de quitter ses fonctions.

Après le semi-échec du Forum de Brazzaville, l'objectif de cette stratégie d'éviction d'André Nzapayéké était de placer un candidat « consensuel », qui réponde autant que possible aux exigences des parties au conflit, des médiateurs régionaux et internationaux. Quant au remaniement, annoncé

depuis plusieurs mois, il devra répondre aux exigences des groupes armés et donc nécessairement intégrer certains de leurs représentants.

A défaut de travailler au suivi de l'application de l'accord de Brazzaville et de commencer à organiser les prochaines étapes du processus politique, d'abord dans les préfectures puis à Bangui, s'ouvre une période de tractations politiques intenses. Il s'agit de nommer un nouveau chef de gouvernement et d'assurer une distribution « apaisante » des postes ministériels, qui satisfasse au mieux les différents acteurs politico-militaires. Dans l'attente, les « affaires courantes » sont expédiées par des ministres d'autant moins enclins à traiter les dossiers qu'ils sont démissionnaires.

### ***La mise en place du gouvernement Kamoun - un réveil politique ?***

Après plusieurs semaines de négociations et de pressions politiques, Catherine Samba Panza nomme Mahamat Kamoun comme Premier ministre. Le nouveau chef de gouvernement est un proche de la Présidente de transition. Ancien conseiller sous Djotodia, il a conservé son poste au sein du cabinet présidentiel lors du changement de régime. Surtout, Kamoun est marié à une très proche amie de la Présidente. Cette dernière a donc fait le choix de s'entourer d'un homme de confiance. Enfin, musulman par son père et chrétien par sa mère, il pourrait constituer une figure consensuelle et de rassemblement. C'est du moins un des arguments avancés par les autorités lors de sa nomination.

La Présidente de la transition doit en effet défendre le choix de son Premier ministre contre les avis défavorables de certains membres de la communauté internationale, de la sous-région et de la scène politique nationale. Depuis plusieurs mois, le nom de Karim Meckassoua circulait : cet ancien ministre était notamment soutenu par le Congo voisin. Malgré les pressions, Catherine Samba Panza a fait le choix de l'appropriation. Désormais, elle se sait néanmoins encore plus esseulée. Il est probable qu'elle ne trouve à présent que peu de soutien parmi les membres de la communauté internationale et de la sous-région.

La formation du nouveau gouvernement est dès lors d'autant plus délicate. Elle donne également lieu à de nombreuses tractations. La Présidente de la transition reçoit les représentants de la classe politique, de certains groupes armés et de la société civile. Du point de vue des responsables de la transition, le gouvernement constitué est inclusif : il compte deux Anti-balaka, trois ex-Seleka et un représentant de « Révolution et justice », un autre mouvement armé ; et les différentes préfectures centrafricaines sont toutes représentées (exceptée la Kemo). L'apparence de consultation et d'inclusion est donc respectée.

Néanmoins, des contestations prévisibles et des tensions politiques émergent très rapidement. Alexandre-Ferdinand Nguendet est notamment particulièrement irrité de ne pas avoir été consulté lors de la nomination

de Mahamat Kamoun. La base de fonctionnement de la Transition est la concertation entre la Président, son Premier ministre et le président du CNT. Il est alors manifeste que Catherine Samba Panza a fait une faute politique en n'associant pas Alexandre-Ferdinand Nguendet à sa décision. Déjà affaiblie sur la scène sous-régionale et auprès de la communauté internationale, la Présidente s'isole d'autant plus. Les tensions politiques qui découlent de l'affrontement entre Catherine Samba Panza et le président du CNT perturbent le processus politique censé se mettre en marche après l'étape de Brazzaville.

Du côté des ex-Seleka, la formation du nouveau gouvernement ne satisfait pas. Certains *leaders* conditionnent la participation de leurs représentants à la conclusion d'un accord politique. Les trois ministres « assimilés » Seleka n'y participent donc qu'à titre personnel. Quant aux représentants catégorisés comme Anti-balaka, ils n'ont que très peu de poids. Les Anti-balaka se sont particulièrement divisés au moment des négociations visant la constitution du nouveau gouvernement. Enfin, les partis d'opposition traditionnels critiquent l'absence de consultation et demandent à leurs membres, intégrés au nouveau gouvernement, de quitter leurs fonctions, puisque les règles de concertation de la transition n'ont pas été respectées. Si personne n'obéit à cette injonction, les autorités de transitions apparaissent néanmoins encore une fois en difficulté.

La stratégie développée par la chef de l'Etat vise alors à calmer les esprits, afin de tenter de maintenir la transition quelques mois de plus. Catherine Samba Panza donne officiellement trois mois aux nouveaux ministres pour faire leurs preuves et souligne qu'un recadrage de la transition sera possible dans le cadre du dialogue politique national de Bangui, prévu pour avoir lieu en novembre 2014. Elle laisse également une porte ouverte aux déçus du partage, qui pourraient être éventuellement intégrés dans les autres structures de l'Etat. Par ailleurs, le comité de pilotage du processus politique et la commission de suivi de l'application de l'accord de cessation des hostilités de Brazzaville sont créés, répondant ainsi aux exigences de la communauté internationale.

Cependant, on constate très vite que l'équipe dirigeante ne s'implique pas plus avant dans le redressement du pays. La Présidente, qui quitte le pays pendant plusieurs semaines à une période décisive, déçoit.

\* \*  
\*

Alors que plusieurs promesses d'actions ont été annoncées, Catherine Samba Panza se rend à l'Assemblée générale des Nations Unies, où elle a été invitée à prendre la parole. Il s'agit de tenter de mobiliser les bailleurs et d'éviter que la crise centrafricaine ne tombe dans l'oubli. Cependant, la Présidente de la transition ne répond pas aux attentes. Par maladresse ou absence de sens politique, elle reste très discrète sur ses intentions pour le processus de réconciliation, concentrée qu'elle est sur sa stratégie de récolte

de fonds. Pendant ce temps à Bangui, personne ne prend en charge les prochaines étapes du processus politique. Quelques ministres, volontaires, tentent de faire avancer les dossiers prioritaires, avec peine. Encore une fois, l'impulsion espérée n'est pas concluante. Cette nouvelle inertie gouvernementale, à laquelle s'ajoutent les tensions entre la Présidente et le président du CNT débouchent logiquement sur de nouvelles violences à Bangui, au début du mois d'octobre.

Après neuf mois au pouvoir, les grands chantiers qui devaient conduire au relèvement du pays sont presque tous au point mort. Le processus électoral a pris un retard considérable, par manque de volonté politique, de financement, mais aussi de mobilisation de la communauté internationale. De février 2015, les élections devraient être repoussées à l'été, selon les prévisions les plus optimistes. En réalité, personne n'imagine qu'elles puissent avoir lieu avant la fin de l'année 2015, voire au premier semestre 2016.

L'accord de Brazzaville et ses commissions de suivi sont des coquilles vides. Les consultations populaires qui devaient être organisées au plus vite n'ont pas encore été lancées. Le dialogue politique, attendu pour le mois de novembre à Bangui, est repoussé à 2015, année qui devient celle de toutes les promesses. Les autorités de transition attendent désormais l'appui d'une MINUSCA qui peine, depuis ses débuts, à remplir toutes ses missions. Son volet civil notamment devra au plus vite permettre d'appuyer l'Etat en province en travaillant au redéploiement de l'administration, entreprise commencée il y a plusieurs mois déjà et qui doit être poursuivie et soutenue. Elle doit par ailleurs tenter d'apporter un nouveau souffle au processus politique et tenter de mettre en place une vraie réflexion afin de permettre une sortie de crise en République centrafricaine.